



François Piquemal
Député de la Haute-Garonne

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

À Toulouse, le 12 février 2026

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale,

Les langues régionales sont un héritage issu de siècles de construction de la France, par sa diversité et ses mélanges culturels qui ont abouti à former notre pays, notre patrimoine, notre République. Par des processus de créolisation et par l'évolution du langage, elles se sont mêlées à nos quotidiens, aujourd'hui omniprésentes pour celles et ceux qui veulent bien les voir. Si le nombre de Français maîtrisant parfaitement une langue régionale a diminué sous l'influence parfois brutale de la centralisation, nombreux sont celles et ceux qui revendiquent cet héritage et souhaitent le faire perdurer, voire même le transmettre.

À Toulouse où je suis élu, l'occitan fait la fierté de nos racines. Dans toutes les rues, les stations de métro, à la radio, et peut-être bientôt dans les bus et trams... La culture occitane a fait la ville et se ressent dans ses murs. Avec trois établissements Calandreta et de nombreux cursus bilingues et optionnels au sein de l'école publique, l'occitan est partie intégrante de l'identité toulousaine, du vocabulaire local, des références communes.

Enseignant de profession, je sais l'importance de transmettre l'histoire de nos régions pour comprendre leurs spécificités aujourd'hui et la place qu'elles ont au sein de la République. Cette dernière les reconnaît d'ailleurs déjà officiellement dans la loi « Molac » de 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion. Aujourd'hui d'ailleurs, 75 % des élèves apprenant une langue régionale le font au sein de l'école publique. C'est une fierté pour la France et pour les régions qui la composent.

Ces mots, je les écris comme professeur de lettres et d'histoire, et comme toulousain. Mais c'est en tant qu'élu que je vous adresse ce courrier, devant porter la voix de ceux que vous avez refusé d'écouter. Car d'autres que moi, plus qualifiés et directement impliqués sur le terrain dans la défense de nos langues régionales, auraient souhaité porter ce message et d'autres à vos services.

Ainsi, le 21 janvier dernier, la Fédération des Enseignants de Langue et Culture d'Oc devait se rendre à Paris au sein d'une délégation de la Fédération pour les langues régionales dans l'enseignement public. Les représentants de diverses associations linguistiques étaient alors



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

François Piquemal
Député de la Haute-Garonne

invités pour une audience dans votre ministère afin de vous exposer l'apport des langues régionales dans l'éducation de nos futurs citoyen.nes, les difficultés éprouvées dans la transmission notamment vis-à-vis des baisses de budgets dont ils sont parmi les premières victimes, et l'avenir des langues régionales de France. Un dialogue riche en perspectives, comme le ministère en a déjà entretenu par le passé.

Pourtant, à peine 48 heures avant le rendez-vous, l'audience a été subitement annulée. Sans aucune justification donnée, les membres de la délégation ont fait face à un refus brutal alors même que toutes et tous avaient déjà engagé de nombreuses dépenses en transport et en logement pour se rendre sur place. Dans un délai aussi court, les frais financiers et logistiques sont impossibles à annuler. Malgré cela, aucune solution de dernière minute n'a été proposée, aucun moyen de rencontrer un de vos conseillers ou fonctionnaire.

Pour ajouter à ce mépris, vos services n'ont soumis aucune proposition visant à reprogrammer cet entretien à une date ultérieure. La FELCO m'a fait part de sa profonde déception sur ce silence qui dure depuis plusieurs semaines, et qui semble attester d'une profonde indifférence à ce sujet. Je sais évidemment que ce sentiment s'étend aux représentants des différentes associations qui composent la FLAREP, présentes dans la plupart des académies en France. Ce manque de considération se ressent sur tout le territoire, vécu comme une véritable marque d'indifférence vis-à-vis des projets portés par les enseignants pour l'école publique et l'apprentissage des langues régionales en son sein.

C'est pourquoi je vous demande, monsieur le ministre, de bien vouloir revenir au plus tôt vers les représentants de la FLAREP afin de rétablir un dialogue nécessaire entre l'Éducation nationale et les langues régionales, entaché par votre annulation injustifiée puis votre silence, en leur proposant une audience dès que possible.

Restant à votre disposition pour toute demande de précision, je vous prie d'agréer, monsieur le ministre, l'expression de ma haute considération.

François Piquemal
Député de la 4e circonscription de Haute-Garonne